

Affaires courantes

moule de la famille traditionnelle où le mari allait travailler alors que la femme restait à la maison avec les enfants a été brisé irrévocablement, à tel point qu'en 1986, il ne s'appliquait qu'à 16 p. 100 des familles canadiennes.

Bien qu'un certain nombre de femmes aient réussi individuellement dans leur vie professionnelle et aient remporté de grands succès, la condition de la femme moyenne, même si elle s'est améliorée, laisse encore beaucoup à désirer. Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir pour réaliser une véritable égalité au travail. Tant que le salaire des femmes sera inférieur à celui des hommes, tant que les femmes seront traitées comme une main d'oeuvre qui accepte de bas salaires et de mauvaises conditions de travail, nous n'aurons toujours pas réalisé l'égalité au travail. Tant que les femmes devront assumer la double responsabilité du travail à l'extérieur et de l'entière charge de la famille, nous n'aurons pas d'égalité.

Je crains, et je le dis à la ministre en qualité de responsable de la situation de la femme, que le dernier budget du gouvernement ne montre la vulnérabilité de la majorité silencieuse du Canada. Nous avons vu le gouvernement commencer à démanteler les institutions que les femmes ont tant lutté pour mettre en place. On a presque complètement supprimé le financement de quelque 80 centres pour femmes, qui sont souvent la première ligne de défense contre les mauvais traitements physiques et psychologiques.

Les garderies sont toujours considérées comme une question qui concerne les femmes. C'est peut-être la raison pour laquelle le gouvernement fédéral pense pouvoir impunément manquer à sa promesse d'adopter une loi nationale sur les garderies. Aujourd'hui même, nous voyons les travailleurs des garderies d'Halifax et d'un bout à l'autre du Canada faire la grève parce qu'ils sont sous-payés.

Si nous continuons à permettre au gouvernement de s'attaquer aux infrastructures dont les femmes ont besoin, comme le programme d'assistance sociale qui finance les garderies et qui est supprimé dans trois provinces riches, si nous continuons de voir réduire un programme d'assurance-chômage qui, dans bien des régions de notre pays, permet aux femmes de travailler, et si nous considérons le projet de loi sur l'équité en matière d'emploi dont la ministre s'est même occupée, nous verrons que la condition de la femme s'est dégradée.

Nous saurons aussi que le gouvernement continue de permettre à des attitudes apparemment hostiles aux femmes de se manifester d'un bout à l'autre du Canada. Nous n'avons besoin ni de ministres qui continuent de faire des femmes les victimes de farces sexistes, ni de ministres qui tolèrent ce comportement. Je ne parle pas de la première nomination d'une femme comme ministre de la Justice, mais, quoi qu'il en soit, le projet de loi sur l'avortement

est sévère pour quiconque. Il est également contestable. Autrement dit, nous laisserons se perpétuer au Canada des attitudes qui favorisent la violence et la haine contre les femmes au foyer et au travail. Le gouvernement doit se réveiller. Nous ne pouvons pas tolérer des situations comme celle qui s'est produite à l'Université de Montréal.

En tant que femme sur le marché du travail et dans la société en général, ce que j'apprécie le plus, c'est de pouvoir relever des défis, d'élargir mes horizons et d'accomplir les mêmes choses qui ont été possibles pour tous les députés de la Chambre dans un contexte d'égalité. Je n'ai pas eu d'obstacles à franchir. Mais la situation n'est pas la même ailleurs. Il faut que la justice règne au foyer et en milieu de travail. Ce but ne sera pas atteint, si nous ne sommes pas vigilants.

Pour reprendre les termes employés par M^{me} Sylvia Gold, du Conseil consultatif sur la situation de la femme:

[Français]

Le mot d'ordre des Canadiennes, au cours des années 1990, est vigilance: vigilance à reconnaître les nouvelles menaces qui planeront sur la situation sociale, économique et juridique des femmes;

Je ne veux pas continuer, mais cela donne la direction à suivre pour le gouvernement et on ne voit pas cela aujourd'hui. On voit que la condition de la femme n'attire pas l'intérêt de ce gouvernement.

[Traduction]

Je promets au gouvernement et à la nouvelle ministre que les années 90, qui nous rapprochent de l'an 2000, seront remplies de défis pour le gouvernement fédéral et pour tous les gouvernements provinciaux et permettront d'améliorer la situation des femmes dans tout le Canada.

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Madame la Présidente, je suis heureuse de pouvoir prendre la parole aujourd'hui pour répondre à la déclaration que la ministre a faite à l'occasion de la Journée internationale de la femme. À propos de certains des commentaires que mon collègue du Parti libéral a exprimés au sujet du macaron que nous portons aujourd'hui pour marquer le coup, je me contenterai de signaler que la couleur de ce macaron nous dit peut-être quelque chose du budget que vient de présenter le gouvernement.

Je tiens à féliciter les Canadiennes pour leur dévouement à la cause de l'égalité véritable. Je tiens également à joindre ma voix à la leur pour protester contre le programme gouvernemental réservé aux femmes, auquel la ministre a à peine fait allusion.

La ministre a fait état d'une gamme sans précédent de choix s'ouvrant aux femmes, mais elle a omis de mentionner que le gouvernement cherche actuellement à leur enlever la liberté de faire un choix fondamental. Par sa loi sur l'avortement modifiant le Code criminel, le gouver-